

7) LA SANTÉ

« Un Bien commun comme marqueur d'un certain type de « développement »

La question climatique, planétaire, vient heurter de plein fouet, le « Système économique PRODUCTIVISTE » florissant aux deux siècles derniers.

Elle nous met en garde contre des effets « climatiques », déjà subis, mais qui s'amplifieront avec un réchauffement atmosphérique croissant : submersions, inondations, sécheresses répétées, destructions par tempêtes, tornades..., pics aléatoires de chaleur ou de froid...

En France, nous n'en sommes, pour l'instant, que peu affectés (mise à part l'érosion de certains littoraux, quelques inondations ou tornades ravageuses), d'où un désintérêt ou un « intérêt lointain ». Les effets sanitaires, eux, concernent les déplacements de la flore, de la faune, la migration d'agents pathogènes... le moustique Tigre, et, après Ebola, Zika ! Là encore, les risques nous paraissent « exotiques ».

Alors, nos réponses, par des négociateurs « éclairés », à la gestion de ces prévisions « globales », restent d'une « timidité » déconcertante. La plupart d'entre nous semblent privés de cette qualité essentiellement humaine : l'« Anticipation ». L'« ancien monde » reste accroché à ses « normes » (à ses « seuils » dit-on en termes de pollu-

tions), comme si elles étaient immuables, de toute éternité. La « Vérité » révélée par des techniciens-ingénieurs qui définissent les « normes » non en fonction des risques encourus mais en fonction des critères élaborés par les producteurs, critères susceptibles et de rassurer (« il y a des normes, tout de même, on ne fait pas n'importe quoi ! ») et, surtout, de ne pas entraver le commerce des produits. La « norme » est la Vérité, l'anormal est vigoureusement combattu « pour porter gravement préjudice aux intérêts supérieurs de l'État ». Ainsi, les « lanceurs d'alerte », qui ont souvent démontré le bien-fondé de leur intervention (Irène Frachon et le Médiateur) sont des empêcheurs de commercer en rond.

Comment n'est-on pas surpris, voire indigné, quand nous constatons cette hypocrisie incroyable : les « producteurs », lorsqu'ils sont incriminés pour l'usage de produits toxiques répondent toujours de la même façon (réponse stéréotypée peu compatible avec la recherche de vérité) « tous nos produits respectent les normes européennes. Celles-ci sont les plus strictes du monde ». C'est la réponse faite quand le Médiateur fut l'objet du scandale, c'est la même réponse lorsqu'il s'avère que 185 produits de consommation courante (hygiène, cosmétique...) sont porteurs de toxiques chimiques, de perturbateurs endocriniens, y compris dans les « tampons », la sphère intime de l'hygiène féminine, ce fut la même réponse (« exposition en-deçà des seuils officiels ») à propos des « irradiés des expériences nucléaires en Polynésie » déboutés jusqu'à l'annonce de la reconnaissance, en 2016, tant d'années de calvaire plus tard pour les victimes de cancers, des conséquences environnementales et sanitaires de l'irradiation nucléaire !

Est-ce que ce sera le même argument qui sera utilisé par le laboratoire qui a commercialisé le Dépakine, médicament antiépileptique, dont on s'aperçoit en 2016 – l'IGAS (Inspection générale des Affaires Sociales) confirme –, après des alertes nombreuses et anciennes, qu'il serait à l'origine de centaines de cas de malformations chez des enfants dont la maman, enceinte, aurait pris ce médicament ?

Comment expliquer toute cette « durée », tout ce temps à réagir des autorités en charge de la protection de la santé publique, alors que des lanceurs d'alerte, des études, des cas avérés tiraient la sonnette d'alarme depuis si longtemps ? Centralisme, conflits d'intérêt, lenteur administrative, indifférence des Comités, des Commissions, des cabinets ministériels en charge de réagir et de protéger !

La question de la Santé est souvent rapportée, à notre époque, à celle des défis climatiques. C'est pratique. L'imbrication de la question climatique avec les autres problèmes environnementaux et de santé publique reste insuffisamment prise en compte. Pour diminuer le recours aux carburants d'origine fossile, qui produisent des gaz à effet de serre et des microparticules contribuant à la pollution atmosphérique, les politiques soutiennent la production de bio-carburants qui entraîne l'utilisation de pesticides toxiques pour l'environnement et la santé. Consultons le site web de « générations futures » et la carte des témoins de l'intoxication par les pesticides/herbicides, c'est éclairant ! Quant à l'utilisation d'huile de palme pour l'agroalimentaire, elle participe à la fois à la malnutrition et à une déforestation massive responsable du réchauffement climatique.

De la même façon, les usages massifs d'intrants dans l'agriculture et l'immersion de déchets toxiques (plastiques) dans mers et océans participent, avec le réchauffement et l'acidification des eaux à la prolifération de virus et de bactéries migrants responsables d'épidémies de gastro-entérites et de septicémies.

Nous ne pouvons donc pas éluder les liens qui existent entre dérèglements climatiques et notre système de production économique basé sur une industrialisation délétère, pathogène. Les pollutions chimiques ne sont pas qu'une atteinte grave aux sols, à l'air, à l'eau, c'est avant tout de la responsabilité du Capitalisme financier spéculatif de multinationales déshumanisées, facteur de dérèglements sanitaires graves.

Et, comme illustration de ce que ce système a pu graver « culturellement », dans nos esprits, comme « modèle unique » (« C'est le seul système possible » selon le Thatchérisme anglo-saxon), voici une partie du contenu du Journal télévisé de France 2, 20 h le 02/02/2016 :

– 1^{re} séquence : nous sommes en pleine contestation des éleveurs français qui veulent « des prix » pas des « aides ». Le journaliste compare les élevages français, allemands, danois. Pourquoi les Français sont-ils à la traîne ? Parce que les Allemands, eux, ont compris qu'il faut des élevages « industriels », des fermes de grande dimension pour une productivité renforcée par les petits salaires et des charges « correctes ». Donc, conclurait le téléspectateur, pourquoi ne pas agrandir les exploitations françaises ? 1 000 vaches, 1 000 veaux, nous en avons déjà parlé. Il n'est pas présenté de solution alternative.

– 2^e séquence (elles ne sont pas dans la suite l'une de l'autre) : un village dans l'Eure et Loire, Moriers, privé d'eau potable. Depuis quinze ans, les analyses du captage révèlent une teneur en « Atrazine » (un pesticide surpuissant) qui, depuis quelques mois, dépasse les « normes » autorisées. Le Maire déconseille la consommation de cette eau, notamment aux femmes enceintes et aux enfants en bas âge, organise un branchement sur le captage d'un village voisin (près de 200 000 euros de travaux – cette somme figurera dans les impôts locaux). Le producteur de l'Atrazine (Société Syngenta) refuse d'entendre parler des conséquences de cette pollution

Le téléspectateur se dit ceci : si l'on doit réclamer, en France, un surdimensionnement des élevages, on devra accepter, en corollaire, une augmentation des surfaces consacrées à l'alimentation du bétail, et donc une augmentation des épandages de pesticides de type Atrazine... avec les conséquences sanitaires qui commencent à être dévoilées. N'oublions pas, voir plus haut, l'action victorieuse contre Monsanto (un géant de la pétrochimie) d'un céréalier français (jugement du 10 septembre 2015), gravement atteint de troubles neurologiques persistants après inhalation des gaz du Lasso, un herbicide ultrapuissant.

Ne croyons pas cependant que les Allemands s'en tirent mieux que nous. Ils ont choisi la voie de l'agriculture industrielle, mais au prix du surendettement des exploitations, des bas salaires, des atteintes à l'environnement, de l'emploi (insuffisance démographique) de travailleurs migrants sous-payés (le million accueilli en 2015).

D'autre part, en France, il faut savoir que les éleveurs de porcs, par exemple, qui les élèvent à l'herbe et en Bio, pour vendre des jambons d'excellente qualité, s'en sortent très bien... comme la plupart des exploitations Bio, et comme celles que nous avons évoquées plus haut.

Quant aux laitières et à la viande, moins de lait, moins de viande à consommer sera bénéfique pour la santé de tous : il restera l'adaptation des exploitations à la polyculture, au coopératif-collaboratif, aux circuits courts... pour de la qualité... et non du « low cost ». Des circuits à réinventer, pour libérer l'agriculture des industriels du lait, de la viande, et de la grande distribution !

Nous sommes donc confrontés à la question générale d'une agriculture très consommatrice d'intrants pétrochimiques et, plus largement, de pollutions diffuses et subtiles.

La plupart des polluants, nous ne les voyons pas, nous ne les sentons pas, molécules invisibles... mais nos enfants, nés ou à naître, y sont exposés dans l'alimentation, l'eau, dans notre environnement domestique (meubles, tapis-moquettes...). Chaque jour un enfant peut être exposé à 128 résidus chimiques... cancérigènes, mutagènes, reprotoxiques ou neurotoxiques. Les « pisseu(r)(ses) de glyphosate qui font analyser leurs urines, le corps médical dans sa majorité, des chercheurs, alertent : augmentation des cancers infantiles, multiplication des anomalies de naissance, troubles hormonaux, explosion de l'autisme. **LES PESTICIDES** sont les premiers en cause dans cette situation dangereuse.

Syngenta, Bayer, Monsanto, Dow, Basf et Dupont règnent sans partage sur un marché du chimique colossal (50 milliards d'euros, au

bas mot). Il a été évoqué plus haut l'Atrazine (de Syngenta), il faudra évoquer aussi le « **Chlorpyrifos** », un des pesticides les plus vendus en France (où l'on sait que les concentrations les plus fortes se situent dans les départements viticoles et céréaliers), un produit dont des observations statistiques établies en 2012, en Californie et par le PNAS (Académie américaine des sciences) montrent une concordance entre l'existence d'enfants « autistes », ou d'enfants manifestant des anomalies importantes sur le développement du cerveau, et les lieux de domicile de leur maman enceinte ou fréquentés par elle en milieu urbain (parcs publics, squares et jardins... : ces lieux sont parmi les plus exposés à l'épandage de Chlorpyrifos). C'est l'entreprise Dow Agro-sciences qui commercialise ce produit, interdit en usage domestique, très répandu en agriculture.

On ne laissera pas de côté la difficulté que rencontrent les ONG environnementales, s'appuyant sur des constats médicaux, pour faire interdire un produit herbicide cancérigène, le « Glyphosate » : l'herbicide Round Up, mais combien d'autres moins connus, répandent ce TOXIQUE dans les champs, les jardins, les squares, tous lieux qui exposent aussi les enfants à un danger sanitaire majeur. Le combat des Maires courageux pour éloigner les épandages des riverains est une avancée importante de la Société Civile.

Faut-il mentionner le combat que mène un petit pays sud-américain, El Salvador dans les conditions suivantes : « le gouvernement d'El Salvador (FMLN) souhaite favoriser l'achat de semences destinées à l'approvisionnement des petits agriculteurs auprès des coopératives salvadoriennes, mais il se heurte ainsi aux pressions des États-Unis qui conditionnent leur aide au développement à l'inclusion des multinationales états-uniennes parmi les producteurs de semences auprès desquels le ministère de l'agriculture salvadorien s'approvisionne. » Les États-Unis veulent imposer la présence au Salvador des multinationales du chimique, au point que le Salvador prend des mesures pour tenter de s'en préserver :

(http://grain.org/fr/bulletin_board/entries/5422-el-salvador).

Ces entreprises, le groupe des « Big 6 », comme on l'appelle, c'est un monde industriel opaque, tentaculaire, qui se soucie peu de la santé publique, mais davantage des profits tirés d'une agriculture industrielle intensive soucieuse des rendements mais peu regardante sur les « dégâts collatéraux ». 1870 produits identiques à ceux indiqués ici sont utilisés, tous dangereux pour la santé.

Bien sûr, les tenants de cette chimie invoquent toujours, face à l'évidence des pathologies constatées, l'argument des « normes », des « Seuils » (« la réglementation européenne édicte des normes qui indiquent les « seuils » de tolérance à ne pas dépasser dans l'usage de nos produits, et ces seuils sont contrôlés »). Oui, à ceci près que cette question des « seuils », ce ne sont que des compromis administratifs, socio-économiques, entre le niveau de risque acceptable et le besoin de fonctionnement des activités industrielles et agricoles, et non en fonction de critères liés à la santé publique. L'illusion du SEUIL est toujours mise en avant, pour tous les polluants, par des autorités qui ne veulent pas voir en quoi elle est contestable. Elles ne veulent pas voir non plus l'évidence de plus en plus partagée, celle du **COCKTAIL** de produits polluants : une abeille portant dans son abdomen une bactérie (un agent pathogène) sera sensible à l'absorption de pesticides à des doses inférieures aux seuils officiels par ADDITION des effets. Sous les seuils officiels, le cocktail la tuera.

Une illustration nous en est donnée par l'actuel « effondrement » des colonies d'abeilles, aux USA – Californie, dans les immenses monocultures d'amandiers : les abeilles affaiblies et moins nombreuses ne pollinisent plus suffisamment, mettant en péril les récoltes de fruits. En cause probable, l'addition et des produits phyto-sanitaires pulvérisés et la monoculture qui appauvrit l'alimentation des abeilles qui s'affaiblissent (perte des défenses immunitaires) et sont attaquées par des parasites qui ne trouvent plus une résistance suffisante. Le **Cocktail** tue !!